

Burundi : Des "Bakoroni" devenus, comme par enchantement, "Bienfaiteurs"

@rib News, 27/02/2022 "Abakoroni hier, généreux donateurs aujourd'hui" Et puis quoi, après ? Par JP Mbona - Gitega, Février 2022 Ceux des Burundais assez lucides (bien-pensants silencieux ou réduits au silence par la force des choses ou la logique de survie - mpemuke-ndamuke)¹ et qui n'ont pas la mémoire courte se souviennent des rues des chefs-lieux des communes et des provinces du Burundi, y compris de Bujumbura, encore capitale du pays, noires de monde des gens-qui-voient-de-loin (diff rent de voir loin!) et d'autres thuriféraires du pouvoir "DD", rues placardées de slogans haineux et de bruyantes chansons de même acabit contre les "Bakoroni". Cela se passait jusqu'il y a ... peu.

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});

Même les Burundais de la diaspora, ceux-là mêmes à qui on propose actuellement une carte "d'identité" devant les distinguer des autres concitoyens (pour quel but, allez savoir !), étaient indexés de "bakoroni", singulièrement ceux d'entre eux en disgrâce ou simplement neutres par rapport au même pouvoir (issu du "vote des bêtes sauvages", comme dirait le grand écrivain ivoirien Ahmadou Kourouma). A la mi-février 2022, plus exactement le week-end qui a suivi l'annonce dans les médias que les Etats-Unis allaient octroyer au pays de Neva une aide de USD 400 millions, officiellement pour    appuyer les efforts du nouveau président burundais, Evariste Ndayishimiye, en termes de développement   , les mêmes milices et partisans infatigables divers du parti burundais au pouvoir sont retournés dans les mêmes rues, mais cette fois-ci en retournant le dos des pancartes et avec des slogans et chants laudatifs à l'endroit des mêmes Bakoroni devenus, comme enchantement, "donateur" et "bienfaiteurs". Ca rappelle un peu, et comparaison n'est pas raison, les rues de Bamako, de Kidal et ailleurs dans le pays des Dogons, adulant un président Hollande et ses contingents venus en "sauveurs" d'un Mali sous les coups de boutoir des aveugles et meurtriers islamistes, et les mêmes scandant "France dégage", quelques années plus tard ! En 2022, à la faveur de la rupture ou du divorce avec le n ocolonialiste qui ne veut pas mourir, mais dont on espère voir la fin bientôt. Dans toute l'Afrique ! Quelle ironie tragique ! Risible ? Non, à pleurer ! Le très z li , ministre des Relations extérieures et de la coopération internationale Albert Shingiro s'est empressé de jubiler :    Je me réjouis de la signature ce matin, avec les USA, d'un accord d'aide de 400 millions de dollars pour appuyer les efforts du président Evariste Ndayishimiye pour le développement durable au Burundi    Pour justifier son intervention l'oncle Sam nous apprend qu'un "truc" (situation, dans le texte)    s est considérablement améliorée après le transfert de pouvoir à la suite des élections de 2020 et la poursuite des réformes par le nouveau Président, Evariste Ndayishimiye   . (USA, source: Agence Anadolu, 11.02.2022). Le mot "truc", indéterminé s mil en est, ici est utilisé exprès pour demander quoi, exactement! Vous avez demandé de la suite dans idées ? Oui, peut-être ! Mais visiblement tout ce joli monde présidant aux destinées des douze millions de Burundais n'a pas lu "Dead Aid" de Dambisa Moyo ! Pas plus eux que le reste des équipes dirigeantes de l'Afrique, notre cher continent toujours malmené. Aujourd'hui plus qu'hier. Sinon, ils sauraient bien qui aide qui et se m fieraient un rien des belles intentions dont même l'enfer est pavé. Tous ceux qui suivent un peu ce que le mouvement ou le ballet diplomatique laisse à voir, en Afrique et ailleurs, sauront que les Etats, tout comme les institutions telles que l'UE, n'ont pas de sentiments amicaux, mais rien que des intérêts. Partant, pour la gratuité, il faut passer demain ! Même la fameuse "aide" ! Je te donne de la main gauche, je te retire de la droite ! C'est la logique implacable qui préside aux relations internationales. Depuis que le monde est monde, au moins depuis le déplacement des pôles de puissance, de l'Egypte antique multimill naire et longtemps omnipotente au reste du monde. Relevons justement que dans la foulée, l'Union Européenne a également annonc  reprendre son aide directe au Burundi, suspendue depuis 2016. Soutien budgétaire au gouvernement, coopération avec le Burundi,  sa s'appelle aide directe. La reprise fait suite à la levée des sanctions imposées cette même année. Justification ? "Saluer le processus politique engagé dans ce pays" !   Encore un truc qui a changé. L'UE, en effet, avait suspendu en 2016 les appuis financiers directs fournis à l'administration burundaise, y compris les appuis budgétaires. Ah, business quand tu nous tiens ! "La décision est l'aboutissement du processus politique pacifique entamé lors des élections générales de mai 2020 qui ont porté Evariste Ndayishimiye   tête de ce petit pays de l'Afrique des Grands lacs", met en exergue le communiqué du Conseil UE. Jusque-là on ignore quelle est la part des 150 milliards d'euros promis après la grand-messe des 17-18 février 2022 au sommet Afrique-EU de Bruxelles baptisé du ronflant nom de "partenariat rénové" ! Un drôle de remake du sommet tenu en Libye, avant que l'Europe/France va-t-en-guerre de Sarkozy ne viennent effacer les témoins gênants de ses amours pécuniaires avec Kadhafi, à peine deux ou trois années plus tard. Un "Partenariat rénové" ! Ah encore un "gros mot" qui ne vaudra rien d'  un milliard et trois cents millions d'Africains. Mais au moins le train des intentions est mis sur les rails. C'est d j  sa, diraient les plus optimistes. Seulement on s'interroge :   quoi va effectivement servir tout ce "magot" promis au Burundi, dont on sait qu'il constitue une infime portion congrue pour la poche des gentils "donateurs", mais une part énorme injectée au budget national burundais. Tenez par exemple. Le Budget du Burundi (Ressources) pour 2021/2022 est estim  à BIF 1 562 063 465 448, soit USD 779 049 052,9. Les dépenses, quant à elles, sont de BIF 1 713 850 000, soit USD 854 757 344,2 (au taux officiel de 1USD = BIF 2005,9 à la date de la rédaction de ce texte). Tous les comptables, même amateurs, ont vite calcul  un déficit de BIF - 151 801 937 855 ou USD - 75 708 291,33, 10% dudit budget. C'est donc dire qu'un apport extérieur de USD 400 000 constitue quasiment la moitié du budget. Si vous y ajoutez les 210 millions d'euros promis par Dame UE, compte non tenu des  chances de décaissement, le tour

est joué : Neva peut se frotter les mains sur le succès de son déplacement européen. Naturellement il n'est guère utile ici d'entrer dans les détails, mais attendons voir quelles infrastructures ou services sociaux de base d'utilité publique seront couvertes par ces "aides massives" en perspectives. Si l'aide octroyée tombait ainsi dans l'habituel jeu d'influence, alors le Burundi serait, pour l'instant, vendu à vil prix, moins que Buford la plus petite ville des États-Unis, 4 ha, vendue à USD 900 000 en ... mars 2012. Eh oui, ils ont l'habitude de vendre et d'acheter. Des gens au pouvoir. Suivez mon regard vers le Nord, et tout récemment l'Ouest du Burundi. Des villes et des pays. Demandez aux Français et la Louisiane. L'Africom est en plein déploiement, visiblement pour faire barrage aux vilains Chinois et Russes, et autres Turcs. Le sous-sol est plus attrayant que Dame Démocratie et Sieur Droits-de-l'Homme. Et tous ceux qui maugrent à longueur de journée n'ont qu'à bien se tenir ou circuler, car il n'y a rien à voir. Un truc a changé, n'est-ce pas ! Alors on a envie de revenir aux fondamentaux autour de l'aide publique au développement, la fameuse APD ! Connaître l'histoire permet de mieux s'interroger sur le présent et appréhender l'avenir. Et l'occasion faisant le larron, lorgnons un rien au-delà du seul Burundi. Alors que la littérature avait pris coutume de marquer la décennie 1990 comme repère ou aboutissement de nouveau repositionnement des puissances en Afrique, l'on assiste sur la dernière décennie, la 2e de ce siècle, à une montée en puissance de nouveaux acteurs, et l'omniprésente France qui avait l'habitude de se mouvoir en pays conquis dans ses ex AOF et AEF se voit disputer son carré, voir contesté par les populations africaines, surtout la nouvelle génération "consciente" (cf. Amobe de RFI), aujourd'hui en œuvre constant. Les actualités maliennes, burkinabè, guinéennes, ivoiriennes, tchadiennes, et j'en passe des pires situations en Ethiopie, Est de la RDC, Mozambique, en disent long sur les remises en question des habituelles formes d'aide ou de coopération. On pourrait dire idem de la Belgique sur le sien de carré, l'Afrique des Grands Lacs, inauguré par son souverain défunt, et que se disputent toutes les puissances industrialisées, y compris la Chine, depuis 1990 ! Coopération et aide publique au développement ou APD (Galand 1996, Martinez 2009), action des ONG (Assogba), investissements directs étrangers (UNCTAD 1998), pour financer le développement, tout est sujet à examen, bien que l'on sache qu'aucune nation au monde, encore moins les plus petits pays en queue de peloton comme le Burundi, ne peut se développer ou évoluer positivement sans apports extérieurs, y compris culturels, sinon elle serait vouée au nombrilisme dégoûtant en atrophie. Nous posons que ces causes externes, pour cisives et parfois abruptes qu'elles furent jadis, soient ou se veuillent être encore de nos jours, ne constituent pourtant qu'une partie seulement de l'explication qu'il convient de donner aux dithyrambiques et sinusoidales mandres dans lesquelles se meuvent les tentatives de développement au Burundi comme dans toute l'Afrique. La récente actualité n'indique-t-elle pas que le développement constitue stricto sensu la résultante des rapports de force (en ce compris Nord-Sud), toujours gérés avec plus ou moins de bonheur, selon la capacité des dirigeants à opérer des choix judicieux ou non en faveur des peuples aux destinées desquels ils président. Cela est vrai autant au Nord qu'au Sud, même en ce qui concerne les relations entre ces derniers. L'on peut considérer qu'historiquement, deux moments ont constitué des références en matière du concept de développement, si, aux fameux accords du GATT (General Agreement on Tariffs and Trade) à l'issue du Kennedy Round de négociations en 1967, les pays au sous sol nanti de matières premières avaient le premier mot (exemple du Pérou et nombreux pays du Tiers-Monde comme l'ex Zaïre de Mobutu), ils ont été laissés en rade aux négociations de l'Uruguay Round (1986 et 1994), celles-là mêmes qui ont donné naissance à l'OMC, quand la matière à vanter n'était plus celle de « la première » mais bien celle transformée par de très hautes technologies de pointe, voire simplement des services. Le même Pérou n'était alors que tombé parmi les 10 pays les plus pauvres de la planète, 40% de sa population vivait avec moins d'un dollar US par jour. Une vingtaine d'années après les accords du GATT et une mondialisation qui prend de plus en plus une allure vertigineuse, les termes de négociation semblent aller de mal en pis. Aujourd'hui, en ce début de l'ère du verseau, suivant la logique de la concurrence éfronée d'une économie dite globalisée, l'État du développement se resserre de plus en plus sur les nations qui n'ont que de la matière brute ou à peine transformée à exporter, une offre de loin non compétitive ; des pays qui importent tout ou presque pour leur survie, qui sont lourdement endettés (même en dépit du piéage de la logique des PPTC ou HIPC pour Heavily Indebted Poor Countries en anglais) ; qui importent leur énergie et leur nourriture, des pays sous perfusion ou assistance de l'aide internationale multiforme. Il ne faut pas être un fin analyste économiste pour appréhender ce phénomène, l'aune de l'inflation et de la dévalorisation des termes de l'échange pour un pays comme le Burundi. Le taux de change entre 1 USD valant autour de 130 BIF au début des années 1990 et qui est à plus de 2000, une quarantaine d'années plus tard, suffit pour illustrer ce propos. Mais replongeons encore un peu dans le passé du concept d'aide au développement pour en saisir l'achec actuel et pourquoi il faut empêcher les griots du pouvoir burundais de crier ! Un vieux dictionnaire économique et social fait remarquer que le terme développement (dans son acception actuelle) est apparu pour la première fois à l'intérieur du vocable sous-développement au lendemain de la deuxième guerre mondiale. Il y a là comme un fait prémoniteur en ce qui concerne le continent-mère de l'Humanité (du moins au stade actuel des recherches). Si l'on ajoute que c'est le Président Truman qui crée la "fortune" du concept induit du premier savoir "pays sous-développés", l'on comprend que l'histoire de ce dernier s'inscrit surtout dans une certaine logique des relations internationales, ou si l'on préfère, des inégalités des rapports de force entre les nations, les pays et les divers communautés humaines. Et c'est sans doute sous cet angle que le concept nous intéresse ici. En effet, c'est dans le discours sur l'État de l'Union, le 20 janvier 1949, soit à peine quatre petites années après la fin de la deuxième guerre mondiale, que le président de B. H. Obama, Bush, Trump et autres Biden, en occurrence le président des États-Unis, utilise les termes « sous-développement » et « développement », aux fins de justifier d'ores et déjà ce qu'on connaît comme « aide » aux « régions sous-développées ». Plus qu'un plan d'une grande inévitabilité, l'on est tenté de dire que cette dernière apparaît d'abord, plutôt que comme un instrument de coopération puisqu'il est clairement affirmé que la fameuse aide aura pour fonction la lutte contre le communisme. On assigne à cette aide un caractère, comme diraient les tenants de la théorie fonctionnaliste de l'action. C'est ce que l'on a retenu comme la doctrine de Truman et dans laquelle il convient de chercher la référence de départ : « Il nous faut

lancer un nouveau programme qui soit audacieux et qui mette les avantages de notre avance scientifique et de notre progrès industriel au service de l'amélioration et de la croissance des régions sous-développées. Plus de la moitié des gens dans le monde vit dans des conditions voisines de la misère. Ils n'ont pas assez à manger. Ils sont victimes de maladies. Leur pauvreté constitue un handicap et une menace, tant pour eux que pour les régions les plus prospères. (...) Je crois que nous devons proposer aux peuples qui recherchent la paix les bénéfices de toutes nos connaissances techniques pour les aider à répondre à leurs aspirations pour une vie meilleure. Et, en coopération avec d'autres nations, nous devons encourager les investissements en capitaux dans les régions qui ont besoin de développement. »⁸ Outre le contexte initial lié aux contingences historiques ainsi qu'à la recherche d'un certain ordre mondial dont le pilier et le miroir portent nom « l'industrialisation », avec les Etats-Unis ou l'Occident en général comme modèles à imiter, il convient de relever ce stade d'autres corollaires. Vu sous l'angle de l'anthropologie sociale et culturelle, le discours leader américain renvoie sa conception linéaire du développement (vu dans sa dimension de fait social) à la théorie développementaliste bien connue dite évolutionniste⁹ (partant d'un point alpha initial, donc synonyme de sous-développement, vers un certain point final oméga, i.e. industrialisé donc développé). Les pays évolueraient autant qu'ils le peuvent les organismes vivants. Cela n'est pas sans conséquences fondamentales sur le relativisme culturel et la diversité sociale et culturelle des communautés humaines devant être d'ordres et de manières, ou plutôt appelées à s'identifier à une sorte de "homo occidentalis" au bout de la longue marche de la religion développementaliste du "Western way of life"¹⁰. Aussi, si la colonisation avait prêté, à tort évidemment, avoir une quelconque mission "civilisatrice", la phase nouvelle annoncée dès l'immédiate après-guerre, doctrine affirmée à la fin des années 1940, elle portait par une autre forme de mystique aux apparences non moins altruistes et manifestement poursuivant les mêmes buts. Des buts cachés aux non-initiés ! Le développement fut donc, dès son entame (en tant que théorie et pratique), enveloppé dans une vision politique des puissances alors, lancées dans une course folle au positionnement géopolitique et géostratégique, mais surtout à la recherche de matières premières pour revigorer leurs économies. Ce contraste avec les intentions annoncées et contenues dans un second aspect et non des moindres, digne d'être souligné dans le discours présidentiel énoncé plus haut. L'aide au développement est non seulement ainsi née, mais aussi et surtout elle entend être liée, dès ses fons baptismaux, non pas tant à l'acrobatisation de la "misère" et de la "pauvreté", née d'ailleurs d'abord aux intentions avouées de Truman, mais plutôt à la non moins déclarée "lutte pour la paix" (tout un programme vu le traumatisme alors récent des deux conflits mondiaux), comme condition de développement, notamment en guise d'instrument contre la bête immonde alors (?) qui portait nom « le communisme »¹¹: "Leur pauvreté constitue un handicap et une menace, tant pour eux que pour les régions les plus prospères", dit Truman. C'est dans cette compréhension qu'il faut aussi placer une autre considération ou vision digne d'être mise en exergue, à savoir la dimension "coopération internationale" contenue dans le même discours, fondateur s'il en est: "... en coopération avec d'autres nations...". Précise le leader américain. Ce ne sera pas d'ordres affaires des seules anciennes métropoles colonisatrices, encore moins des seuls Etats-Unis, mais une synergie ou, si l'on préfère du moins en théorie, un projet porté et partagé par l'ensemble des pays dits industrialisés / développés. Le concept de "solidarité" ne viendra que tardivement, et on sait aujourd'hui qu'il chariera une autre philosophie, voire fera naître d'autres acteurs. Et pour cause ! En fait de coopération, l'histoire montre plutôt qu'il s'agit de rivalités et de compétition, exactement aujourd'hui en 2022, dès le lancement des actions dites de coopération et de développement. Comme on le voit aisément, les théories du développement ne sont pas exemptes des ambitions des puissances de l'immédiate après-guerre dès les années 1950, alors dominées par les relents hégémoniques des deux blocs, avec, en toile de fond, deux conceptions ou deux théories du développement ou de l'industrialisation comme on l'appelait à l'époque, sinon tous cas rivales, à savoir le capitalisme d'après-guerre et, de l'autre, le communisme. Ces derniers sont, suivant les époques surtout durant la guerre froide, d'ailleurs l'un et l'autre en des nuances plus ou moins rationnellement définissables qui, toutes, auront une influence décisive sur le développement du continent africain. Aujourd'hui le libéralisme triomphant et la même course aux matières premières et au jeu d'influence géostratégique ou politique font le reste. Rappelons, au demeurant, que c'est à l'époque qu'à la conférence de Yalta, le même Truman et ses pairs Churchill et Staline pour ne pas les nommer, décident de mettre un terme à la colonisation (en tous cas sous sa forme d'alors), peut-être avec un zeste de plus de bonne volonté qu'en 1918. Conséquemment, le "développement", sort tout court des anciennes colonies, notamment africaines, était ainsi lié presque ontologiquement aux incessants et sibyllins yoyos du clivage Est-Ouest, chacun essayant d'avoir dans son giron un maximum de nouvelles nations bientôt décolonisées (dès 1957 avec le Ghana de Nkrumah). Le Commonwealth et la francophonie en seront les relais plus tard. Mais les Africains, comme toujours y adhèrent très vite. La nouvelle mission de "développement" que se donnent les nouvelles super puissances d'Amérique donc comme un canard unijambiste on ne peut plus boiteux, voire englué dans un sempiternel marigot à la boue collante nommée terrain de course à l'armement, aux matières premières et à la conquête des zones d'influence, dont l'Afrique reste toujours le théâtre privilégié. Jusqu'à aujourd'hui cette ceinture méditerranéenne, Djibouti, Erythrée, Soudan, Somalie, Côte d'Ivoire, Tchad, Niger, Burkina Faso, Afrique Centrale avec pic en RDC, Golf du Bénin, Iles Mayotte, Madagascar, grand Soudan d'Amérique en morceaux indigènes et son Darfour toujours litigieux, etc. Et tout récemment Mali, République Centrafricaine, Soudan du Sud. L'on peut sans ambages affirmer que le nouvel ordre mondial ainsi créé par l'après-guerre et qui semble perdurer aujourd'hui (2022) est une vision politique étonnante, en défaveur du collage économique et social d'une Afrique qui, en même temps, son autonomie politique. Un drapeau devant le building des NU à New York... Mais comment être souverain quand on n'a pas les moyens de sa politique ? Uwutigaburira ntiyigaba, répétons cet adage bien burundais (que l'on pourrait traduire par Tel qui n'est pas autosuffisant sur le plan alimentaire, ne peut revendiquer de souveraineté, traduction libre !). Telle était et reste encore aujourd'hui la triste interrogation pavant les chemins du développement de l'Afrique. C'est le même moment que des puissances, même moyennes comme la France de De Gaulle déploient leurs ambitions, notamment de vouloir dominer le carré constitué par les anciennes AEF et AOF alors récemment décolonisées o

voie de lâ€™tre, mais vite tombées sous lâ€™influence gâ€™ostratâ€™gique et gâ€™opolitique franâ€™aise. Des puissances au pouvoir et de matiâ€™res premiâ€™res dâ€™ploient et â€™tendent leurs tentacules et leurs grappins hâ€™gâ€™omoniques sur des nations et des peuples entiers dont lâ€™â€™panouissement dâ€™jâ€™ stoppâ€™ net par lâ€™esclavage et la colonisation est maint dâ€™voyâ€™, voire anâ€™anti par les dâ€™boires de la dâ€™colonisation et du nâ€™ocolonialisme.â€™â€™ Enfin, relevons que la subs du dâ€™veloppement annoncâ€™ par le discours "fondateur" du 20 janvier 1949 est dâ€™une vision de type plutâ€™t "matâ€™riel", puisque la misâ€™re et la pauvretâ€™y sont, du moins â€™ son stade naissant, synonymes des prâ€™occupations alimentaires et sanitaires â€™ : "ils nâ€™ont pas assez â€™ manger", dit le Prâ€™sident amâ€™ricain. Il sâ€™agit lâ€™, sans contredit, dâ€™une conce "matâ€™rialiste" du dâ€™veloppement qui sera traduite, au cours des dâ€™cennies qui vont suivre jusquâ€™ date, par une conception "â€™conomiste" sinon "â€™conomâ€™trique", voire purement mathâ€™matique (donc trâ€™s calculatrice) de lâ€™activitâ€™ humaine. Cette conception opposait de facto â€™â€™ pays sous-dâ€™veloppâ€™sâ€™ â€™ ceux qui le sont moins ou pas du tout, par un sacro-saint critâ€™re dâ€™â€™valuation taxonomique nommâ€™ â€™â€™ produit national brut par habitantâ€™ â€™ ou PNB/habitant¹². Cette sacralisation charrie avec elle au moins une sainte dans cette prâ€™pondâ€™rante hagiographie du dâ€™veloppement, une sainte canonisâ€™e avant sa mort (si jamais elle nâ€™est pas "athanase")â€™ : la fameuse "Croissance"â€™ ! Croissance de quoi, dirions-nousâ€™ ? On est bien loin de la belle â€™poque dâ€™une â€™conomie basâ€™e essentiellement sur lâ€™agricultue (dâ€™p caprices mâ€™tâ€™orologiques et de la disponibilitâ€™ ou non des bras pour labourer la terre), bien loin avant quâ€™Adam Smith nâ€™indique lâ€™origine et la nature des richesses des nations. Aussi et naturellement est-il lâ€™gitime de sâ€™interroger sur quidditâ€™ ou la nature ontologique du "dâ€™veloppement et donc aussi des aides de mâ€™me nom, avant mâ€™me dâ€™en â€™valer les acteurs et autres tenants et aboutissants en ce qui concerne les râ€™pondants leaders africains dâ€™mâ€™ier et dâ€™aujourdâ€™ comme "decisions-makers". Car, on ne le sait que trop bien, tout ce qui sâ€™est fait dans lâ€™Histoire de lâ€™Humanitâ€™ nâ€™râ€™sultat de la volontâ€™ des hommes et des femmes, les contingences fortuites faisant rarement lâ€™Histoire?â€™ Territoires et dâ€™omographies font l'Histoire; le reste compte pour adjuvant! Neva et son parti, s'ils veulent marquer l'histoire du Burundi, doivent donc relire les livres d'Histoire. Et dâ€™conomie, pour le coup. Mais ils doivent d'abord pacifier le pays et les â€™mes, avant de tenter d'en assurer le dâ€™veloppement. Non pas â€™ base d'aides, mais d'abord en gâ€™rant en pater familias, le patrimoine national, â€™ commencer par les ressources humainesâ€™ ! (Suite dans nos prochaines â€™ditions) Par JP Mbona Gitega, Fâ€™vrier 2022

1. On dirait que les voisins du nord produisent plus de hâ€™ros et d'hâ€™roâ€™nes, du moins en termes de droits d'opinion, au moins via mâ€™dias sociaux, youtube notamment: Feu Kizito Mihigo, Ida Mange Yvonne Iryamurwiza, Cuma Hassan Dieudonnâ€™, Aimable Karasira, etc.)â€™ Quand un peuple manque d'audace...
2. â€™L'aide publique au dâ€™veloppement (APD) nette dâ€™signe les dâ€™cassements de prâ€™ts consentis â€™ des taux concessionnels (hors remboursement de capital) et les subventions des agences membres du Comitâ€™ d'aide au dâ€™veloppement (CAD), des institutions multilatâ€™rales et des pays non membres du CAD pour promouvoir le dâ€™veloppement â€™conomique et le bien-â€™tre dans les pays et territoires figurant sur la liste du CAD des bâ€™nâ€™ficiaries d'APD. L'APD dâ€™signe les prâ€™ts dont l'â€™â€™ment de libâ€™ralitâ€™ est d'au moins 25 % (calculâ€™ â€™ un taux d'escompte de 10 %). Les donnâ€™es sont en dollars amâ€™ricains courantsâ€™• Banque Mondiale; source: <http://donnees.banquemondiale.org/indicateur/DT.ODA.ODAT.CD>.
3. En dâ€™pit des râ€™gles du droit international de plus en plus affinâ€™es de nos jours, une doctrine existe dans lâ€™analyse des relations internationales qui fonde celles-ci sous lâ€™emprise de rapports de force, doctrine thâ€™orisâ€™e notamment par Gustav Adolf Waltz.â€™ Lire â€™ ce sujet P.F. Gonidec et R. Charvin.1981.â€™ Relations Internationales.â€™ Parisâ€™ : Monchrâ€™tien, p.226 sq.
4. Le programme (FMI / BM) dont la majoritâ€™ des bâ€™nâ€™ficiaries sont en Afrique lie la râ€™duction de la dette publique aux efforts dans la lutte contre la pauvretâ€™ des pays concernâ€™s.
5. Th. Suavet. 1975. Dictionnaire â€™conomique et social. Parisâ€™ : Editions Ouvriâ€™res., p.145.
6. Râ€™fâ€™rence faite â€™ des territoires comme la Palestine qui ne sont ni lâ€™un ni lâ€™ pour cause.â€™
7. Moyennant de gros bonds dans lâ€™Histoire, lâ€™Africom, la ceinture sâ€™curitaire saharienne en cours en Afrique ne serait-il pas la perpâ€™tuation de cette volontâ€™ de lutte contre une menace aussi insidieuse que le communisme, aqmi et autre Al qaida?â€™
8. Il sâ€™agit du point quatre de son discours: voir <http://www.herodote.net/histoire/evenement.php?jour=19490120> (consultâ€™ le 8 fâ€™vrier 2011). "We must embark on a bold new program for making the benefits of our scientific advances and industrial progress available for the improvement and growth of underdeveloped areas."; quatriâ€™me point dâ€™veloppâ€™ par lâ€™orateur, de ce qui est entrâ€™ dans lâ€™Histoire comme â€™The four points speechâ€™. Lire aussi Harry S. Truman Inaugural Address Thursday, January 20, 1949. Source: <http://www.bartleby.com/124/pres53.html>

Le label â€™sous-dâ€™veloppâ€™ â€™ est ainsi dâ€™sormais collâ€™ â€™ tout pays: territoire qui nâ€™a pas encore atteint le stade industriel.â€™ Dâ€™ailleurs la nomenclature ultâ€™rieure opposera systâ€™matique â€™â€™ pays dâ€™veloppâ€™sâ€™ â€™, â€™â€™ industrialisâ€™sâ€™ â€™, â€™â€™ richesâ€™ â€™, â€™â€™ technologiquement avancâ€™sâ€™ â€™, â€™â€™ G7â€™ â€™, â€™â€™ Club de Parisâ€™ â€™, â€™â€™ pays du Nordâ€™ â€™, etc. au reste des â€™â€™ pays sous-dâ€™veloppâ€™sâ€™ â€™, qui deviendront plus tard "voie de dâ€™veloppementâ€™ â€™, â€™â€™ pays moins avancâ€™sâ€™ â€™, â€™â€™ pays du Tiers-Mondeâ€™ â€™, â€™â€™ pays pauvresâ€™ â€™, â€™â€™ p Sudâ€™ â€™, etc.â€™ Cette catâ€™gorisation nâ€™est pas dâ€™nuâ€™e de considâ€™rations de type politico-â€™conomique dans le dâ€™ desquelles nâ€™entre pas le prâ€™sent propos.

9. Lire Nathalie Lazaric. 2010. Les thâ€™ories â€™conomiques â€™volutionnistes. Dâ€™couverte, coll. â€™ Repâ€™res â€™, 2010, 125 p.; aussi Richard Arena et Nathalie Lazaric. La thâ€™orie â€™volutionniste du changement â€™conomique de Nelson et Winter.â€™ Une analyse â€™conomique râ€™trospective (sic). Source: http://hal.archives-ouvertes.fr/docs/00/45/70/29/PDF/lazaric_Revues_economique_1_.pdf, consultâ€™ le 27/04/2014. [1]0. Un certain James George Frazer, Sir et anthropologue de son â€™tat, un tantinet trop marquâ€™ par le prâ€™jugâ€™ d'une supâ€™rioritâ€™ de la civilisation occidentale sur celles des â€™ sauvages â€™ dâ€™ailleurs en a inspirâ€™ plus dâ€™un chez les tenants de la thâ€™orie de la supâ€™ des â€™civilisationsâ€™• les unes sur les autres.
11. Câ€™est la mâ€™me lutte contre le communisme qui aura raison des pâ€™res indâ€™pendances africaines et qui avaient le malheur dâ€™â€™tre â€™ la fois nationalistes et plus ou moins marxisants, ou mâ€™me simplement de tendance de gauche, tels que Kwame Nâ€™krumah (Gold Coast), Patrice Lumumba (Congo Belge) Abdel Gamal Nasser (Egypte),â€™ Modibo Keita (Mali), Ahmadou Ahidjo (Cameroun), Lâ€™on Mba (Gabon), Sekou Tourâ€™ (Guinâ€™e), Olympio (Togo), Rwagasore (Burundi), Amilcar Cabral (Guinâ€™e), et plus tard Sankara (Burkina Fasso), pour ne citer quâ€™eux.
12. Par opposition au PIB qui â€™â€™ traduit la richesse totale produite sur un territoire donnâ€™, estimâ€™e par la somme des valeurs ajoutâ€™esâ€™ â€™, le PNB â€™â€™ traduit la richesse produite par une nationâ€™ â€™ (â€™) Il comprend les revenus des citoy

de cette nation « l'État-tranger » (cf. Eric Toussaint, 2005. Banque Mondiale. Le coup d'État permanent. L'âge consensus de Washington. Editions Syllepse, p. 297. 13. Connu parmi les précurseurs imminents de la théorie libérale triomphante voire des pères fondateurs de l'économie moderne en tant que discipline scientifique en tout cas de l'économie politique, Adam Smith (1723-1790) a condensé sa pensée libérale non dans Théorie des sentiments (1759) qui est un de ces deux ouvrages majeurs, mais bien dans Recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations (1776, cf. https://fr.wikipedia.org/wiki/Adam_Smith)

```
(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});
```